

Adeline THOBIE

adeline.thobie@sciencespo-rennes.fr

Membre du Centre de droit des affaires (CDA)

Faculté de Droit et de science politique de Rennes

(UPRES EA 3195)



**Maître de conférences à l'Institut d'Études Politiques de
Rennes**

**Responsable du séminaire carrières judiciaires – Co-responsable du parcours
Jugements et autorité publique (JAP), master politiques publiques**

**Docteur en droit
Diplômée notaire**

ENSEIGNEMENTS ASSURÉS

Enseignements assurés à l'Institut d'Études Politiques (depuis 2020)

2^e année (CM) : Droit des personnes – Droit des contrats – Droit des affaires – Droit des sociétés

4^e année (CM-TD) : Droit des personnes – Droit de la famille – Droit de la concurrence

5^e année (CM-TD) : Droit des sûretés – Régime des obligations – Droit des personnes – Droit de la famille

Enseignements assurés à l'ENS (depuis 2023) : droit de la concurrence

Enseignements assurés à l'INFN de Rennes (depuis 2021) : Droit des sociétés – Transmission d'entreprise

Enseignements antérieurement assurés à la faculté de droit de Rennes (2014-2020)

Licence : Droit des personnes – Droit des contrats – Droit de la responsabilité – Régime des obligations – Droit des biens – Droit des contrats spéciaux – Droit spécial des sociétés

Master : Droit des sûretés – Droit bancaire

THESE

La conversion de titres, sous la direction du Professeur Renaud MORTIER, soutenue publiquement le 6 décembre 2019.

2021 : **Sous-admissible à l'agrégation de droit privé.**

2020 : **Qualification aux fonctions de Maître de conférences, section 01**

2014 – 2019 : **Doctorat en droit**

« La conversion de titres », ss dir. Pr. Renaud MORTIER, soutenue publiquement le 6 décembre 2019, à Paris.

Composition du jury :

Hervé LE NABASQUE, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **président**

Thierry BONNEAU, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas, **rapporteur**

Didier PORACCHIA, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **rapporteur**

Marie CAFFIN-MOI, Professeur à l'Université Cergy-Pontoise, **examineur**

Philippe STOFFEL-MUNCK, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **examineur**

Renaud MORTIER, Professeur à l'Université Rennes 1, **directeur**

Mention très honorable avec félicitations du jury

Autorisation de publication en l'état

Proposition à un prix de thèse

Thèse récompensée par le Prix de thèse Joinet - édition 2020 catégorie : « Droit privé des activités économiques et des coopératives financières », avec le soutien de la Fédération Nationale des Banques Populaires, Version corrigée et actualisée au 31 juillet 2020, publiée aux éditions de l'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (IFJD) – Institut Louis Joinet.

2013 – 2014 : **Master 2 Droit des affaires spécialité Droit et Gestion de Patrimoine**, Université Rennes 1, Faculté de Droit et de science politique (*Mention Bien, major*)

Mémoire : *Donation indirecte et droit des sociétés*, ss dir. Pr. Renaud MORTIER

2011 – 2014 : **Diplôme supérieur du notariat (D.S.N)**, Université Rennes 1, Faculté de Droit et de science politique

Soutenance de rapport de stage le 17 décembre 2013, sujet : *Le notaire, acteur essentiel d'une gestion patrimoniale et d'une anticipation successorale efficaces : réflexions pratiques autour de la donation-partage*, ss dir. M. Marc HÉRAIL

Prix du CFPN de Rennes-Angers

2010 – 2011 : **Master 2 Droit privé spécialité Droit Notarial**, Université Rennes 1, Faculté de Droit et de science politique (*Mention Bien*)

Mémoires :

L'abandon de droits réels, ss dir. M. Marc HÉRAIL

Les restrictions aux droits du conjoint survivant, ss dir. Pr. Anne KARM

2009 – 2010 : **Master 1 Droit privé parcours Droit Notarial**, Université Rennes 1, Faculté de Droit et de science politique (*Mention Bien*)

Primée au concours Francis Lefebvre en droit des sûretés

2009 : **Licence Droit**, Université Angers (*Mention Bien*)

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

STATUTS

- Depuis 2020 :** **Maître de conférences** à l'Institut d'Études Politiques de Rennes, Codirectrice de la préparation ENM (Master politiques publiques, parcours JAP), Directrice du séminaire carrières judiciaires
- 2019 – 2020 :** **ATER** (96 h. *éq. TD*) à la Faculté de Droit et de science politique de Rennes
- 2018 – 2019 :** **ATER** (96 h. *éq. TD*) à la Faculté de Droit et de science politique de Rennes
- 2014 – 2017 :** **Doctorante contractuelle** (64 h. *éq. TD*) à la Faculté de Droit et de science politique de Rennes

ENSEIGNEMENTS ASSURES A L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE RENNES

- 2^e année :** Droit des personnes (CM, 22h)
Droit des contrats (CM, 22h)
Droit des affaires (CM, 22h)
Droit des sociétés (CM, 22h)

4^e année, Master politiques publiques, parcours Jugement et Autorité Publique (JAP) :

- Droit de la concurrence (CM, 22h)
Droit des personnes (TD, 5h)
Droit de la famille (TD, 5h)

5^e année, Master politiques publiques, parcours Jugement et Autorité Publique (JAP) :

- Droit des sûretés
Régime des obligations
Droit des personnes et de la famille

ENSEIGNEMENTS ASSURES A L'INSTITUT NATIONAL DES FORMATIONS NOTARIALES (INFN RENNES)

- 2021-2023 :** **Module entreprises**, Principales formes sociales, avec Me Freche (6h)
Module entreprises, Sociétés à risques limités (SARL-SAS-SA), avec Me Freche (6h)
Module entreprises, Sociétés à risques limités (SARL-SAS-SA), avec Me Freche (6h)
Module entreprises, Cession de droits sociaux à titre onéreux – aspects juridiques et fiscaux, avec Me Freche (6h)
Module entreprises, Cession de droits sociaux à titre onéreux – aspects juridiques et fiscaux, avec Me Freche (6h)
Module entreprises, Cession de droits sociaux à titre gratuit – aspects juridiques et fiscaux, avec Me Freche (6h)

TRAVAUX DIRIGÉS ASSURÉS À LA FACULTÉ DE DROIT DE RENNES

- Licence 1 :** **Droit des personnes (L1)**, ss dir. M^{me} Marie GAYET, 64 h.
- Licence 2 :** **Droit des contrats (L2)**, ss dir. Pr. Thomas GENICON, 32 h.
Droit de la responsabilité (L2), ss dir. Pr. Nicolas THOMASSIN, 64 h.

- Licence 3** : **Droit des contrats spéciaux (L3)**, ss dir. Pr. Thomas GENICON, *32 h.*
Droit spécial des sociétés (L3), ss dir. M. Guy-Auguste LIKILLIMBA, *32 h.*
Régime des obligations (L3), ss dir. Pr. Nicolas THOMASSIN, *32 h.*
Droit des biens (L3), ss dir. M^{me} Marion BARY, *64 h. (2015 – 2016 : 32 h. ; 2018 – 2019 : 32 h.)*
- Master 1** : **Droit bancaire (M1)**, ss dir. Pr. Antoine GOUEZEL, *32 h.*
Droit des sûretés (M1), ss. dir. M. Jean-Paul DELVILLE, *32 h.*

THÈMES DE RECHERCHE

Droit des sociétés – droit financier – droit des biens – droit des contrats – droit patrimonial de la famille – fiscalité patrimoniale.

THÈSE – LA CONVERSION DE TITRES

PUBLICATIONS

2023 :

« Expert-comptable », Mise à jour d'une étude, Dictionnaire Permanent Droit des affaires, éd. Législatives, *en cours*.

« **Société en liquidation : situation de l'associé souscripteur d'une assurance garantissant un prêt à la société** », obs. sous Cass. 2^e civ., 15 juin 2023, n° 21-25.167, n° 664 F D, Dictionnaire Permanent Droit des affaires – Sociétés, éd. Législatives, juin 2023.

« **Un associé de SCI admis à se retirer contre rachat de ses parts ne peut pas les céder à un tiers** », obs. sous Cass. 3^e civ., 25 mai 2023, n° 22-17.246, n° 354 FS B, Dictionnaire Permanent Droit des affaires – Sociétés, éd. Législatives, juin 2023.

« **L'aménagement contractuel des conséquences de la nullité en droit des sociétés** », Actes prat. et ing. sociétaire, LexisNexis, mai-juin 2023, n°3, p. 39 et s.

« **Actions de préférence** », Mise à jour d'une étude, Fascicule Jurisclasseur, LexisNexis, *en cours*.

« **Actions de préférence convertibles** », Création d'une étude, Fascicule Jurisclasseur, LexisNexis, *en cours*.

« **Nantissement de parts sociales** », Mise à jour d'une étude, Dictionnaire Permanent Droit des affaires, éd. Législatives, juin 2023.

« **Dissolution - liquidation – partage** », Mise à jour d'une étude, Dictionnaire Permanent Droit des affaires, éd. Législatives, juin 2023.

« **Prescription de l'action en réparation d'un associé exclu abusivement** », obs. sous Cass. 2^e civ., 13 avr. 2023, n° 21-18.323, n° 387 F-D, Dictionnaire Permanent Droit des affaires – Sociétés, éd. Législatives, mai 2023.

« **Dissolution judiciaire d'une SAS pour mésentente entre associés** », obs. sous CA Bordeaux, 10 janv. 2023, n° 22/01177, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Sociétés, éd. Législatives, avr. 2023.

« **Société civile : la participation d'un associé aux pertes avant la liquidation écartée** », obs. sous Cass. com., 15 févr. 2023, n° 20-22.018, n° 147 F D, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Sociétés, éd. Législatives, avr. 2023.

« **Responsabilité du liquidateur amiable procédant prématurément à la liquidation de la société** », obs. sous Cass. com., 15 févr. 2023, n° 21-21.294, n° 148 F D, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Sociétés, éd. Législatives, mars 2023.

« Le financement d'acquisition de l'entreprise dans le cadre d'opérations à effet de levier », *in* Le financement des entreprises. Actualités juridiques et pratiques, sous dir. S. Atsarias-Dumas et P. Letourneur, Lexisnexis, 2023, p. 145 et s.

« Coup d'accordéon : conséquences de la suspension de l'augmentation de capital prononcée en référé », obs. sous Cass. com., 4 janv. 2023, n° 21-10.609 et n° 21-12.515, 5 F-B, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Sociétés, éd. Législatives, janv. 2023.

2022 :

« L'inéligibilité à un dispositif fiscal peut être source de nullité d'un contrat d'investissement pour erreur sur les qualités substantielles », note sous Cass. com., 22 juin 2022, n° 20-11.846, Lamy droit civil, n° 207, 1er oct. 2022

« Actions de préférence convertibles - Les vertus des actions de préférence convertibles », Dr. des sociétés n° 10, oct. 2022, repère 9.

« Covid-19 : le paiement des loyers commerciaux imposé par la Cour de cassation » avec Me Heyraud, note sous Cass. 3e civ., 30 juin 2022, n° 21-20.127, Lamy droit des affaires, n° 186, 1er nov. 2022.

« Loyers commerciaux et covid-19 : la Cour de cassation impose le paiement » avec Me Heyraud, obs. sous Cass. 3e civ., 30 juin 2022, JCP N n° 28, juill. 2022, act. 742.

« Nantissement de parts sociales », création d'une étude, Dictionnaire Permanent Droit des affaires, éd. Législatives.

« Dissolution - liquidation – partage », Mise à jour d'une étude, Dictionnaire Permanent Droit des affaires, éd. Législatives.

« La suspension préventive d'un dirigeant en instance de révocation jugée abusive », obs. sous *CA Reims, 14 juin 2022, n° 20/01366*, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Dirigeants sociaux, éd. Législatives, déc. 2022.

« Révocation d'un dirigeant pour juste motif du fait d'une divergence de vues avec l'associé unique », obs. sous *CA Reims, 14 juin 2022, n° 20/01366*, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Dirigeants sociaux, éd. Législatives, déc. 2022.

« Organiser la révocation vexatoire d'un cogérant ne constitue pas une faute séparable des fonctions sociales », obs. sous Cass. com., 21 sept. 2022, n° 20-20.310, n° 526 F-D, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Dirigeants sociaux, éd. Législatives, oct. 2022.

« Validité d'une transaction portant sur une cession de parts sociales à l'euro symbolique », obs. sous Cass. 1e civ., 14 sept. 2022, n° 17-15.388, n° 707 FS-B, Dictionnaire Permanent Droit des affaires – Cession de droits sociaux, éd. Législatives, oct. 2022.

« Réduction des droits de porteurs d'actions de préférence de SAS non entachée d'un abus de majorité », obs. sous *CA Lyon, 17 févr. 2022, n° 18/07114*, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Sociétés, éd. Législatives, août 2022.

« **Sort d'une demande en dissolution pour mécontente en cas de mise en liquidation judiciaire de la société** », obs. sous Cass. com., 21 avr. 2022, n° 20-13.625, n° 281 F-D, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Sociétés, éd. Législatives, juin 2022.

« **Annulation d'une cession de titres : restitution en nature malgré la liquidation de l'émettrice** », obs. sous Cass. com., 21 avr. 2022, n° 20-10.809, n° 287 FS-B, Dictionnaire Permanent Droit des affaires – Cession de droits sociaux, éd. Législatives, mai 2022.

« **La société qui accorde une prime sur objectifs à son dirigeant s'oblige à fixer ces objectifs** », obs. sous Cass. com., 30 mars 2022, n° 20-16.168, n° 228 F-B, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Dirigeants sociaux, mai 2022.

« **La SCI transgénérationnelle** », *in* Les juristes au soutien du transgénérationnel, sous dir. A.-L. Fabas-Serlouten, S. Lacroix de Sousa et J. Mestre, éd. Mare et Martin, coll. Droit privé et sciences criminelles, avril 2023, p. 135 et s.

« **Une personne morale révoquée brutalement de son mandat de dirigeant a droit à réparation** », obs. sous Cass. com., 30 mars 2022, n° 19-25.794, n° 231 F-D, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Dirigeants sociaux, éd. Législatives, avr. 2022.

« **Un DG de SA a pu valablement s'octroyer une augmentation sans l'accord préalable du conseil d'administration** », obs. sous CA Paris, ch. 5-9, 3 févr. 2022, n° 20/16711, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Dirigeants sociaux, éd. Législatives, mars 2022.

« **Dissolution d'une SCI : pouvoirs de l'administrateur provisoire représentant l'indivision successorale** », obs. sous Cass. 3e civ., 5 janv. 2022, n° 20-19.268, Dictionnaire Permanent Droit des affaires - Sociétés, éd. Législatives, février 2022.

2021 : « **Paiement des loyers commerciaux et confinement : à propos d'un avis qui n'aura pas lieu** », obs. sous Cass. 3^{ème} civ., 6 Oct. 2021, avis, n° K2170013, avec Me Heyraud, JCP N, Octobre 2021, n° 42-43, act. 974.

« **Quand le droit civil des biens est mis au service de l'inscription du Baiser de Brancusi au titre des monuments historiques** », note sous CE, 2 juill. 2021, n° 447967, Revue Lamy Droit civil, 1er octobre 2021, n° 196.

« **Pour la consécration légale des obligations donnant accès à des parts sociales de SARL** », BJS, mars 2021, p. 57.

2020 : « **La conversion de titres** », RTDF, n° 4, 2020, p. 10.

« **Le pouvoir de représentation du gérant de SARL à l'égard des tiers n'est pas subordonné à la preuve de sa conformité à l'objet social** », note sous Cass. com., 24 juin 2020, n° 18-11.958, JCP E novembre 2020, n° 48, comm. 1493.

« **La conversion de titres** », éditions de l'Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie (IFJD) – Institut Louis Joinet, LGDJ, t. 198, 2020.

2019 : « **L'abandon d'usufruit de biens inscrits en nue-propiété à l'actif du bilan d'une société : le double coup de matraque fiscal** », note sous CE, 3^e et 8^e ch., 14 octobre 2019, n° 417095, JCP E novembre 2019, n° 48, comm. 153.

- Oct. 2021** : **Intervention au colloque « Le financement des entreprises : évolutions et actualités juridiques »** organisé par l'Equipe méditerranéenne de recherche juridique – *Università di Corsica* – sous la responsabilité scientifique de S. Atsarias-Dumas, MCF en droit privé et Patrick Letourneur, Avocat et MCF associé à l'Université de Corse, sur « **Le financement d'acquisition de l'entreprise dans le cadre d'opérations à effet de levier** ».
- Mars 2020** : **Intervention au colloque « Les structures individuelles »** organisé par le CDA et l'IEJUC – Université Toulouse 1 Capitole, sous la responsabilité scientifique e CDA et l'IEJUC, sous la responsabilité scientifique de Arnaud de Bissy, Professeur de Droit privé au CDA, UT Capitole ; Nadège Jullian, Professeur, Université de Perpignan et Sandrine Tisseyre, Professeur, Université Toulouse Capitole, sur les « **Aspects théoriques de l'admission des structures individuelles** ».

ACTIVITÉS PARA-UNIVERSITAIRES

« **La prison aujourd'hui, quelle vocation ? Un regard croisé entre la France et l'Italie** », organisé le 3 févr. 2023 avec Patrizia Volpe et Gil Desmoulin.

Membre du jury des concours de plaidoirie et d'éloquence organisés par l'Association Lysias et Le Chapitre à la Faculté de Droit et de science politique de Rennes et à l'Institut d'Études Politiques de Rennes.

AUTRES ATIVITÉS

Correctrice de l'épreuve de droit des obligations au CRFPA
Membre du jury d'admission de l'ENS DEM
Membre du comité de direction de Sciences Po Rennes
Membre du conseil d'administration de Sciences Po Rennes
Co-Directrice des partenariats de Sciences Po Rennes
Co-Référente égalité de Sciences Po Rennes